



**PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 12 MAI 2021**

- En Visioconférence -

B.O n° 2510

Début des travaux à 14h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Général Adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-Président(e)s	Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de Mission	Denis CADON Benjamin MERCIER
Membres	Christine ARNOUX Lazreg BENELHADJ Sylvie CAILLET Evelyne CIRIEGI Marc DEBERGHES Julie EISSEN Laure GAUTHREAU Olivier HIRTZIG Marieke HOEDTS Christine KITEGI Richard LAGRAVE Pierre LEGROS Myrtho MANDE Hélène RICARDO Carine SOLLBERGER Patrick TRIOEN (en partie)
Assistent : Commissaire aux Comptes Commissaire aux Comptes Directeur Général Directrice Financière	Raphaële TERQUEM Georges de BONDY Laurent CIUBINI Alexandra LABOUCHEIX

Directeur Technique National DTN Adjointe Directrice Formation Collaboratrice Président, responsable MG Collaboratrice auprès de la Secrétaire Générale Responsable Juridique / Représentant CSE Département Comptabilité Représentante du CSE	Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Corinne RIBAUT (en partie) Valérie GICQUEL Magali TAPRET Antoine DURAND Dominique VEYSSIERE Clémence BEGUE
Excusé : Chargé de Mission Membre Absent : Membre	Stéphane METZGER Inès NYADANU POLLET Alain BERNARD

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

En préambule elle rappelle à tous les membres du Comité Directeur leur engagement de loyauté et de respect envers la Fédération ; il appartient ainsi à chacun de ne pas critiquer ouvertement l'institution à l'extérieur et en cas de dysfonctionnement, de faire un retour à son Liaison Bureau ou au Président.

En ce qui concerne les consultations électroniques visant à favoriser la fluidité des échanges, elle demande à chacun de bien veiller à y répondre dans les temps impartis.

1. Accueil du Président

Gilles Sézionale revient une nouvelle fois sur la situation épidémique et informe que la Fédération est en attente des derniers arbitrages relatifs au protocole sanitaire en termes de reprise des activités.

Il fait part de la récente réunion avec Claude Onesta, Manager général de la haute performance au sein de l'Agence nationale du sport (ANS), au cours de laquelle le plan de restructuration de la natation course a été validé ainsi que l'octroi des fonds sollicités, dans l'attente du montant alloué.

En ce qui concerne les prochaines élections du Comité National Olympique et Sportif Français, 4 candidats sont en lice : Emmanuelle Bonnet-Oulaldj, Brigitte Henriques, Patrice Martin et Thierry Rey. Avec huit autres Présidents de Fédération, une lettre ouverte leur a été adressée. Le retentissement médiatique de cette initiative a fait bouger les lignes. Les réponses d'Emmanuelle Bonnet-Oulaldj et de Thierry Rey sont de très bonne facture, et un réel investissement de leur part a été ressenti. Brigitte Henriques, candidate clairement soutenue par le Président sortant, quant à elle n'a pas répondu. Après plusieurs rencontres, et après avoir analysé leurs programmes, le Président se dit désormais convaincu que le plus à même d'incarner le nécessaire renouveau du CNOSF est Thierry Rey et il souhaite donc s'engager à ses côtés pour porter avec lui la rupture dont le CNOSF a besoin pour ne pas perdre son influence, déjà grandement réduite.

Après consultation de l'ensemble des membres, le Comité Directeur valide cette proposition de soutien qui sera officiellement annoncé ce week-end.

Evelyne Ciriegi informe que cette position est actuellement partagée par un certain nombre de CROS.

2. Adoption du Procès-Verbal du Bureau du 5 mai 2021

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3. Affaires Administratives et institutionnelles

3.1 – Proposition de modifications statutaires et réglementaires

Antoine Durand rappelle que les propositions de modifications devront être validées par l'Assemblée Générale, à la majorité qualifiée pour les Statuts et à la majorité simple pour le Règlement Intérieur. Les propositions de modifications apportées au Règlement Disciplinaire seront validées ce jour par le Comité Directeur.

3.1.1 - Propositions de modifications apportées aux Statuts de la Fédération (en annexe)

Cinq modifications seront présentées à la prochaine Assemblée Générale de la Baule :

✓ Inscription des moyens d'action de la FFN dans les Statuts

L'idée est d'inscrire clairement dans les Statuts la possibilité de gérer et exploiter un équipement sportif et les moyens d'action pour parvenir à cet objet social.

Proposition :

Article 1 : Objet social et moyens d'actions

[...]

1.3. Les moyens d'action

Les moyens d'action de la FFN sont notamment :

- *l'organisation et la promotion de toute épreuve ou manifestation sportive entrant dans le cadre de son activité ;*
- *la promotion et la diffusion de l'image de marque de la FFN ;*
- *Les équipements aquatiques faisant partie intégrante de la mise en oeuvre des missions de service public de la FFN, celle-ci :*
 - *Participe à la programmation et/ou aide à la conception les maîtres d'ouvrage publics locaux dans la conduite de leurs projets de construction et rénovation ;*
 - *Peut se positionner sur leur acquisition et/ou leur gestion, de manière permanente ou temporaire, en vue de la pratique des disciplines de la Natation et des activités annexes ci-dessus.*
- *la tenue d'un service d'information et de documentation relatif à l'organisation et à la pratique des disciplines de la Natation, notamment l'édition et la publication de tous documents, bulletins et revues concernant ces sports ;*
- *l'aide technique, financière et morale aux associations par toute modalité appropriée ;*
- *La création et la mise en place des pédagogies et des actions de formation propres à la promotion, au développement et à l'essor des disciplines de la Natation, et/ou liées au secourisme, à la sécurité et/ou au sauvetage aquatique, y compris en apprentissage, via notamment son Institut National de Formation des Activités de la Natation (INFAN), décliné au niveau régional sous la forme d'Ecoles Régionales de Formation des Activités de la Natation (ERFAN) au sein des Ligues Régionales.*
- *l'établissement et l'entretien de relations avec les fédérations étrangères régissant les disciplines de la Natation et la participation aux épreuves internationales ;*
- *la défense des intérêts des disciplines de la Natation et activités annexes auprès des pouvoirs publics ;*
- *la création de prix et de récompenses ;*
- *la création, la commercialisation, l'importation, l'exportation, la diffusion, la distribution, la promotion, l'achat et la vente de tous produits en relation avec la pratique des activités de la Natation et de tous produits exploitant les marques détenues par la FFN ou sur lesquelles la FFN détient directement ou indirectement des droits ;*
- *la prestation de tous services en relation directe ou indirecte avec les disciplines de la Natation ;*
- *l'exploitation commerciale des sites dont la FFN est ou serait propriétaire ou locataire ou sur lesquels elle détient ou détiendrait des droits d'occupation ou de jouissance autres.*

Philippe Briout demande s'il ne serait pas intéressant de mentionner dans le texte la capacité de la Fédération à répondre aux appels d'offres.

Ne sachant pas encore par quel véhicule juridique la Fédération pourra répondre à la gestion des équipements, la formule « *Peut se positionner sur leur acquisition et/ou leur gestion* » laisse à la Fédération toute

latitude pour s'organiser comme elle le souhaite pour arriver à son objectif d'acquisition ou de gestion d'un équipement sportif.

Marc Deberghes demande si l'on ne doit pas créer une entité spécifique pour répondre à ces appels d'offres ? Laurent Ciubini informe que les fédérations qui répondent aux appels d'offres créent une structure dédiée par équipement géré. C'est le cas pour l'UCPA.

✓ **Inscription de la commission des agents sportifs**

Il s'agit d'un toilettage, cette disposition obligatoire n'apparaissant pas dans les Statuts.

Proposition :

16.3 - La commission des agents sportifs

En application de l'article R.222-1 du code du sport, la FFN constitue une commission des agents sportifs et désigne un délégué aux agents sportifs.

Le président et les membres de la commission des agents sportifs, ainsi que le délégué aux agents sportifs, sont nommés par le Comité Directeur. Celui-ci nomme également un suppléant pour chacun d'eux.

La commission des agents sportifs participe, avec la commission interfédérale des agents sportifs mentionnée à l'article R. 222-7, à l'organisation de l'examen de la licence d'agent sportif. Elle peut organiser une formation préalable à la délivrance de la licence d'agent sportif. Elle délivre, suspend et retire cette licence. Elle prononce les sanctions disciplinaires prévues à l'article L. 222-19.

La commission des agents sportifs élabore un projet de règlement des agents sportifs qu'elle transmet pour avis au ministre chargé des sports puis soumet à l'approbation du Comité Directeur. Le règlement des agents sportifs fixe les règles qu'il appartient à la FFN d'édicter en application des dispositions législatives et réglementaires du présent chapitre.

Le délégué aux agents sportifs contrôle l'activité des agents sportifs et engage les procédures susceptibles de déboucher sur le prononcé des sanctions prévues à l'article L. 222-19. Il est choisi, ainsi que son suppléant, en raison de ses compétences en matière juridique et sportive.

✓ **L'inscription des cercles de compétences**

L'idée est de consacrer dans les Statuts l'inscription des cercles de compétences à la place des commissions.

Proposition :

Article 17 : Les cercles de compétences

La FFN peut constituer en son sein des cercles de compétences pour l'aider dans ses missions, notamment par des travaux préparatoires sur la rédaction des textes et par un suivi des domaines spécifiques d'activité.

Un membre-liaison du Bureau exécutif doit siéger dans chacun de ces cercles de compétences, ainsi que les conseillers techniques et salariés compétents.

La composition et le fonctionnement de tous ces cercles de compétences sont prévus au Règlement Intérieur.

✓ **Inscription du Conseil des Territoires**

L'idée est de consacrer dans les Statuts l'inscription du Conseil des Territoires en tant qu'organe consultatif et de réflexion regroupant tous les Président(e)s de ligue régionale.

Proposition :

Article 18 : Le Conseil des territoires

Le Conseil des territoires est un organe consultatif et de réflexion regroupant tous les Présidents de Ligue régionale.

Présidé, dirigé et animé par le Président de la FFN, le Conseil des territoires se réunit au moins trois fois par an.

Les procès-verbaux du Conseil des territoires sont communiqués au Bureau exécutif ainsi qu'au Comité Directeur.

Chaque Ligue Régionale a pour recommandation de décliner ce conseil des territoires dans son ressort territorial.

✓ **Obligation pour les Ligues régionales et Comités départementaux de nommer une Commission de Surveillance des Opérations Électorales**

Suite au constat que les élections départementales, régionales et nationales n'étaient pas toujours corrélées, il est proposé d'inscrire dans les Statuts l'obligation pour les ligues régionales et les comités départementaux de nommer une commission de surveillance des opérations électorales.

Proposition :

20.2 - [...]

Une commission de surveillance des opérations électorales (CSOE) est chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du Président et des instances dirigeantes de chaque organisme déconcentré, au respect des dispositions prévues par ses Statuts et, le cas échéant, son Règlement Intérieur.

3.1.2 - Propositions de modifications apportées au Règlement Intérieur (en annexe)

Quatre modifications seront présentées à la prochaine Assemblée Générale de la Baule :

✓ **Obligation pour les comités départementaux d'organiser leurs assemblées générales électives avant les assemblées générales électives régionales**

Ce principe est proposé dans un souci de cohérence et d'amélioration des élections départementales, régionales et nationales en termes de calendrier électoral.

Proposition :

Article 6 : Élections au Comité Directeur

[...]

Pour des raisons de cohérence de la politique territoriale et nationale mise en place par la FFN, les assemblées générales électives de chaque Ligue Régionale doivent en outre être précédées des assemblées générales électives de chaque Comité Départemental.

✓ **Obligation d'une composition diversifiée du Comité Directeur**

Proposition :

Article 5 : Candidatures au Comité Directeur

[...]

La composition du Comité Directeur devant représenter au maximum une diversité d'associations affiliées et de ligues régionales, chaque liste doit en outre représenter une diversité d'associations affiliées et de ligues régionales, de telle sorte que :

- un maximum de deux licenciés de la même association affiliée peuvent composer une même liste ;*
- un minimum de cinq ligues régionales doivent composer chaque liste ; une ligue régionale est représentée dès lors qu'un licencié d'une association affiliée dont le siège social est situé dans son ressort territorial est candidat sur cette liste.*

✓ **Transfert de compétences « Ressources Humaines » du Secrétaire Général au Président**

Proposition :

Article 11 : Le Président

[...]

Il est responsable du fonctionnement administratif de la FFN et, à ce titre, a notamment autorité sur le personnel. A ce titre, il dispose de toutes les prérogatives afférentes au pouvoir de direction de l'employeur et en matière de ressources humaines, sans que la liste soit exhaustive:

- recrutement de personnel : conclusion de contrat, embauche ;*
- gestion et modification des contrats de travail – notamment rémunération, primes et tous autres avantages ;*
- présidence du Comité Social et Economique ;*
- rupture des contrats de travail.*

Il est précisé que le cercle de compétence Juridique a souhaité préciser dans les statuts le rôle du Président en matière de Ressources Humaines en raison de problématiques survenues au sein de clubs, ce afin d'être le plus exhaustif possible et éviter les problèmes éventuels en cas de contentieux prud'homal, tels que la remise en cause d'un licenciement par exemple. Cette disposition vise également essentiellement à donner au Président la responsabilité de signature pour tous les actes énumérés dans cet article. En ce qui concerne la tenue des entretiens ou pour toutes démarches administratives, le Président a par ailleurs toute latitude à donner délégation de pouvoir.

- ✓ **Fin du certificat médical d'absence de contre-indication à la pratique sportive pour les mineurs (LOI n°2020-1525 du 7 décembre 2020)**

Proposition :

Article 20 : Formalités d'obtention de la licence

20.1. Formalités d'obtention de la licence pour les mineurs

Pour les personnes mineures, à l'exception de la Licence « Encadrement » (abstraction faite des arbitres de Water-Polo), l'obtention ou le renouvellement d'une licence est subordonné à l'attestation du renseignement d'un questionnaire relatif à l'état de santé du sportif mineur, réalisé conjointement par le mineur et par les personnes exerçant l'autorité parentale.

Lorsqu'une réponse au questionnaire de santé conduit à un examen médical, l'obtention ou le renouvellement de licence nécessite la production d'un certificat médical attestant l'absence de contre-indication à la pratique sportive.

Christine Arnoux fait remarquer que cette nouvelle formalité d'obtention de la licence pour les mineurs doit être appliquée sur Extranat.

Le Décret venant de sortir le 8 mai dernier, le service des Systèmes d'Information va pouvoir maintenant effectuer cette modification.

Le Comité Directeur valide les propositions de modifications aux Statuts et au Règlement Intérieur qui seront soumises au vote de la prochaine Assemblée Générale de la Baule les 11 et 12 juin 2020.

3.1.3 - Propositions de modifications apportées au Règlement Disciplinaire (en annexe)

Ces propositions de modifications font suite à la demande du département water-polo de modification du barème des sanctions automatiques.

- ✓ **Consécration de la compétence disciplinaire spécifique de la FFN en matière de harcèlement, maltraitances et violences sexuelles**

Proposition :

Article 2 : Organes disciplinaires

[...]

Ces organismes sont compétents, dans leur champ territorial respectif, pour les affaires suivantes :

- Faute contre l'honneur ou la bienséance ;*
- Harcèlement physique ou moral ;*
- Atteinte à l'intégrité physique et/ou morale d'un licencié de la Fédération ;*
- Maltraitances ;*
- Violences sexuelles ;*

- ✓ **La possibilité pour le Président de la FFN de déléguer sa compétence d'engagement des poursuites disciplinaires en matière de Water-Polo à une personne de confiance**

Proposition :

Article 10 : Instruction

Les poursuites disciplinaires sont engagées, respectivement selon la compétence territoriale de l'organisme disciplinaire, par le Président de la Ligue Régionale ou de la FFN, ou son représentant expressément désigné chargé de l'engagement de poursuites disciplinaires dans la discipline du Water-Polo, le Bureau Régional ou Fédéral, le Comité Directeur Régional ou Fédéral, ou le comité d'éthique et de déontologie.

- ✓ **L'entrée en vigueur des sanctions disciplinaires 24 heures après leur mise en ligne pour la discipline du Water-Polo afin d'accélérer le traitement des dossiers**

Proposition :

Article 16 : Délibérations et décisions des Organes Disciplinaires

Les sanctions prises par les organes disciplinaires concernant la discipline du Water-Polo sont exécutoires 24 heures après leur mise en ligne sur l'espace Extranat des clubs, à charge au club concerné d'en informer l'intéressé à qui la sanction est également notifiée par voie électronique.

- ✓ Une contestation des sanctions automatiques de nouveau possible dans un cadre réglementaire spécifique

Proposition :

Article 22 : Sanctions automatiques infligées dans certains cas particuliers

[...]

Le licencié concerné par une sanction ou suspension automatique peut saisir l'Organisme de Discipline Fédéral au plus tard 24 heures après l'issue de la rencontre considérée, selon les modalités prévues à l'article 9, pour lui demander d'être entendu(e).

Ainsi formée, cette saisine suspend le caractère automatique de la sanction et l'organe disciplinaire concerné statue dans le respect des procédures prévues dans le règlement précité, étant entendu que le délai réglementaire de convocation de sept jours sera opportunément réduit en cas de circonstances tenant au bon déroulement du championnat concerné.

Il est rappelé que cette saisine de l'Organisme de Discipline Fédéral ne peut revêtir les caractères d'une manœuvre fallacieuse manifestement abusive dans le but d'entraver l'exercice du pouvoir disciplinaire.

- ✓ Automaticité d'une récidive de carton rouge dans la même année

Proposition :

Article 22 : Sanctions automatiques infligées dans certains cas particuliers

[...]

- Deux cartons rouges cumulés par un entraîneur ou un officiel du banc sur une année de date à date entraînent une suspension automatique de deux matchs ferme.

- ✓ Suppression de la sanction automatique de 3 matchs ferme en cas de brutalité à l'encontre d'un officiel

Proposition :

Suppression de l'annexe : Barème des sanctions dites « automatiques »

Evelyne Ciriégi se dit très sensible à toutes ces propositions qui ont beaucoup de sens. Une large communication sur l'engagement fédéral et les actions en matière de violences sexuelles dans le sport lui paraît indispensable.

Une communication et un kit pratique « Colosse aux pieds d'argile » seront adressés fin mai / début juin à tous les clubs.

Le Comité Directeur valide les propositions de modifications au Règlement Disciplinaire, qui entreront en vigueur à compter de la prochaine saison sportive 2021/2022.

3.2 – Point sur la préparation de l'Assemblée Générale 2021 à La Baule

- *Validation de l'ordre du jour (en annexe)*

L'ordre du jour est validé à l'unanimité.

- *Examen des vœux de la Ligue Centre Val de Loire*

Dominique Cupillard présente les deux vœux que la Ligue Centre Val de Loire souhaite présenter à l'adoption de la prochaine Assemblée Générale :

1) Proposition relative à la labellisation des clubs concernant une accélération du calendrier :

- Possibilité pour les clubs de saisir leur demande de labellisation sur Extranat entre le 1er et le 30 septembre.
- Les comités départementaux et Ligues émettent un avis avant le 20 octobre.
- La FFN valide (ou non) les décisions de labellisation et avise les clubs au plus tard le 20 novembre.
- Les aides prévues par les règlements fédéraux sont envoyées aux clubs avant le 20 décembre.

Le Comité Directeur valide le principe d'accélération et de resserrement du calendrier. La possibilité pour les clubs de saisir les demandes de labellisation sur Extranat entre le 1^{er} et le 30 septembre n'est néanmoins pas retenue, cette période étant jugée trop serrée. Le cercle de compétence Labellisation devra proposer un calendrier avancé tenable.

2) Proposition relative à l'affiliation des clubs de ligue ou département :

- Les clubs de Ligues ou de comités départementaux, reconnus comme tels, seront exonérés des droits d'affiliation

Le Comité Directeur n'est pas favorable à cette proposition.

▪ *Validation des modalités de vote*

Le vote électronique n'est pas retenu. Le Comité Directeur valide le vote à main levée lors de la prochaine Assemblée Générale de la Baule.

4 Affaires financières

4.1 – Bilan financier de l'année 2020

Alexandra Laboucheix présente les comptes arrêtés au 31/12/2020.

Les faits marquants 2020 : Année Covid-19

- **Des effets positifs :** Exonération URSSAF & Chômage partiel, moindre participation à des rencontres sportives, annulation de nombreux événements et moindre prestations partenaires.
- **Des effets négatifs :** Baisse des recettes licences :
 - Prise en compte de 225 103 licences pour 2020/2021 (au 13/04/2021),
 - Contre 360 561 pour 2019/2020 (au 15/05/2020),
 - Soit une baisse de 135 458 licences
 - Impact « limité » sur les comptes 2020 qui fonctionnent en année civile (4 mois en 2020 pour la saison 20/21)
- **ANS :** Comptabilisation de 100% de la subvention allouée en 2020 (malgré les actions sportives annulées).
- **Equipementier TYR :**
 - Des factures de partenariat sont en retard de règlement au 31/12/2020
 - Mise en œuvre d'un échéancier de règlement pour les factures non réglées
 - Respect de cet échéancier de la part de TYR
 - Dépréciation à 50% de la créance résiduelle (en application du principe de prudence)
- **Contrats de capitalisation :** Pas de nécessité de réaliser de ventes partielles de nos produits financiers.

Si l'on prend en compte tous ces éléments, il ressort un résultat positif à hauteur de + 636 000 Euros. Ce résultat positif s'explique par le fait que la baisse des dépenses par rapport au budget compense largement la baisse des recettes subies.

Les tableaux détaillés du réalisé 2020 par rapport au budget 2020 sont présentés pour les secteurs fédéral, sportif, Horizon Natation et INFAN (tableaux en annexe).

La même variation est présentée pour le budget 2020 par rapport au budget 2019 qui sera pris en compte pour le rapport annuel des Commissaires aux Comptes (tableaux en annexe).

Concernant le montant URSSAF, Jean-Luc Manaudou demande s'il s'agit d'exonérations ou de reports. Ce sont bien des exonérations à hauteur de 430 000 Euros. Cet avantage, non annoncé mais octroyé en raison de la crise sanitaire, est dû au fait que la Fédération n'a pas accès au fonds de solidarité. D'autre part, il s'interroge sur les perspectives de récupération pour la Fédération en ce qui concerne la dette de Tyr.

Un échéancier de règlement sur 4 ans a été signé et est pour l'instant respecté. Le choix de dépréciation de cette dette (255K€) par la Fédération est une mesure de prudence.

4.2 – Interventions des Commissaires aux comptes

Georges de Bondy et Raphaële Terquem, Commissaires aux Comptes, présentent le compte-rendu de la mission d'audit des Commissaires aux Comptes. Le document exhaustif est annexé au présent procès-verbal.

4.3 - Arrêté des comptes 2020

A l'issue de ces présentations, le Comité Directeur approuve à l'unanimité les états financiers 2020 et de l'affectation du résultat. L'Exercice 2020 est clos.

4.4 - Approbation du budget prévisionnel 2021

Alexandra Laboucheix présente le budget prévisionnel 2021. Elle revient sur le calendrier de processus budgétaire et met l'accent sur la difficulté de montage de ce budget en raison des restrictions sanitaires et des arrêts d'activités :

- Octobre 2020 : cadrage budgétaire avec pour objectif d'assurer l'équilibre financier de la fédération
- Novembre 2020 : élaboration des budgets avec les différents services
- Décembre 2020 : finalisation du budget
- Février 2021 : présentation du budget au comité directeur
- Mai 2021 : validation du budget par le comité directeur

Ce budget a été monté avec pour objectif le maintien de l'équilibre financier tout en tenant compte par anticipation de la baisse des licences, du contrat équipementier en cours de revue, du report des JO de Tokyo et du démarrage de la rénovation des Systèmes d'Information.

La démarche a été construite à partir de la base budgétaire 2020 « avant COVID » pour intégrer le financement des JO de Tokyo. Pour intégrer la perte de recettes, ont été estimés l'impact de la baisse des licences et du nouveau contrat équipementier. Et enfin, pour équilibrer le budget, les différents services ont été cadrés selon ces contraintes, en capitalisant sur les nouveaux fonctionnements post COVID (Visio ...), et en identifiant de nouvelles sources de financement.

Les différents tableaux par secteur sont joints au présents procès-verbal.

Jean-Luc Manaudou demande si les réajustements budgétaires sur le sportif visent à contrebalancer la dépréciation de Tyr et si l'étalement de la créance ne risque pas de lier la Fédération par rapport au choix du nouvel équipementier.

Il est précisé que les deux points sont à analyser distinctement.

Concernant le nouvel équipementier, il est rappelé que l'appel d'offres est actuellement en cours et que plusieurs scénarios sont envisagés.

Concernant les réajustements budgétaires, ils ne résultent aucunement de choix politiques.

Julien Issoulié confirme que le budget a été réalisé uniquement en fonction des options sportives.

Gilles Sézional rejoint ces propos. En ce qui concerne les dettes de l'équipementier actuel, nous espérons que l'échéancier de remboursement sera respecté. Néanmoins le risque devait être pris en compte, c'est pourquoi la Fédération a estimé plus raisonnable d'intégrer cette dépréciation.

Concernant le nouvel équipementier, Patrick Perez ajoute que le choix reste ouvert entre les différents équipementiers, avec sans doute un choix provisoire jusqu'à la fin de l'année, afin de repartir sur un partenariat en année civile.

Le budget prévisionnel 2021 est validé à l'unanimité par le Comité Directeur.

4.5 - Adoption des modifications relatives au règlement financier de la saison 2021/2022

Alexandra Laboucheix présente les projets d'évolutions du règlement financier pour la saison 2021/2022 :

Tarifs Fédéraux :

- Passage de la licence Encadrement de 15€ à 10€
- Création d'une affiliation unique pour 350€

Laure Gauthreau s'interroge sur l'absence de remise sur les licences classiques qui risque d'être mal perçu en ce contexte de crise sanitaire.

Laurent Ciubini rappelle que la Fédération n'a malheureusement pas les moyens de faire plus et que l'évolution proposé est un geste envers les structures et les bénévoles. Il s'agit d'une proposition du cercle de compétence licences, validé par le Bureau fédéral, qui s'inscrit dans une démarche raisonnable.

Christiane Guérin rejoint les propos de Laure Gauthreau. Les conséquences fédérales de cette mesure à hauteur de 100 000 Euros risquent de ne pas avoir l'impact recherché et d'être mal compris par les clubs et des licenciés.

Richard Lagrave confirme qu'il s'agit avant tout d'un impact psychologique envers les bénévoles.

Water-Polo :

- Sécuriser le parcours de la joueuse / du joueur en formation pas le biais d'un conventionnement avec le club
- Valoriser le niveau de pratique de la joueuse / du joueur via les droits de transfert
- Évolution des droits d'engagement

Le règlement financier global sera adressé dans les prochains jours aux membres du Comité Directeur pour validation avant sa présentation à l'Assemblée Générale de la Baule.

Bernard Dalmon remercie Alexandra Laboucheix, actuellement en congés maternité, pour sa participation, et l'ensemble du département financier pour le travail fourni.

5 Présentation et validation de la réorganisation des BF

Corinne Ribault présente le contexte ayant amené à réorganiser les Brevets Fédéraux, dont le repositionnement de la formation au cœur du projet fédéral olympiade 2021 – 2024.

Réinventer l'offre de formation :

- ✓ La FFN poursuit une double ambition

1/ rentrer pleinement dans ce nouvel univers de la formation professionnelle (loi LCSAP)

2/ devenir un acteur incontournable en matière de formation et de certifications pour le secteur des Activités Aquatiques et de la Natation

Les axes :

- ✓ Co- construire la stratégie nationale en matière de formation et d'apprentissage
- ✓ Mener une étude sur les besoins en emplois et en compétences des structures fédérales + Bilan MSN
- ✓ Simplifier l'architecture de la filière de formation mais en la complétant de certifications adaptées aux besoins des structures fédérales
- ✓ Simplifier l'offre et la rendre lisible et accessible
- ✓ Améliorer la promotion des formations proposées par l'INFAN

Une des étapes ici présentée est la réorganisation des BF1, 2, 3 en lien avec le MSN et le BPJEPSAAN

La réorganisation engagée a été rendue possible par la collaboration de toutes et tous : salariés, bénévoles, CTS. Elle a été le fruit de nombreuses concertations depuis 2017 et la sortie de la loi sur la LCSAP du 5 sept 2018 ; concertations avec les OF : séminaires, Journées techniques, cafés pédagogiques en visio (Covid), sondages en ligne, et des validations avec Christiane Guérin et la commission pour avancer sur ce terrain complexe.

Les objectifs :

- ✓ Simplifier, clarifier, rendre plus lisible les brevets fédéraux de la FFN
- ✓ Ouvrir et faciliter l'accès aux formations fédérales
- ✓ En conséquence : densifier la filière des brevets fédéraux dès l'entrée
- ✓ Diminuer les charges financières pour les organismes de formation
- ✓ Rapprocher la formation des besoins des disciplines
- ✓ S'inscrire dans un nouvel environnement de la formation professionnelle
- ✓ Maintenir les acquis et notamment les passerelles avec les certifications professionnelles
- ✓ Conserver un engagement citoyen dès l'âge de 15 ans
- ✓ Première étape : réorganisation des BF1, BF2 et BF3 en lien avec le MSN

Les principes généraux :

- ✓ Une réorganisation en groupes homogènes de compétences
- ✓ Pour obtenir l'un des trois premiers BF de la FFN, il faut obligatoirement avoir validé l'ensemble des unités capitalisables constitutives(UC) du BF visé
- ✓ La plus grande liberté est offerte à chacun pour se former tout au long de la vie
- ✓ La personne peut valider les différentes UC dans n'importe quel ordre, chaque UC des BF est autonome
- ✓ Il n'y a aucune limite de durée de validité d'une UC seule sur les BF : pas d'obligation de faire un BF complet, et possibilité d'aller chercher une seule et unique UC
- ✓ La validation de plusieurs UC, voire de plusieurs BF devient possible sur une même saison sportive. Chaque BF conserve une durée limitée de validité d'exercice de l'activité
- ✓ L'âge requis pour entrer sur chacune des UC des BF est de 15 ans minimum
- ✓ Tous les parcours de formation sont donc possibles, et offre une liberté aux Ligues pour construire leur stratégie adaptée à leur territoire.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Le Comité Directeur valide à l'unanimité la réorganisation des BF.

6 Affaires sportives

6.1 – Information sur le programme « Ambition Bleue »

Julien Issoulié présente succinctement le projet « Ambition Bleue » qui sera présenté lors de l'Assemblée Générale de la Baule.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

6.2 - Validation du règlement de Natation Estivale 2021 (en annexe)

Le Règlement de Natation Estivale est validé à l'unanimité.

6.3 – Information sur la campagne de financement de l'accession du PPF

Agnès Berthet informe que la partie identifiée "Accession" dans le PPF fait l'objet cette année de modifications concernant son accompagnement financier. En effet, l'Agence souhaite recentrer ses moyens sur des structures qui sont en capacité d'alimenter les équipes de France et qui sont donc largement capables d'opérer des transformations vers la haute performance. Les moyens seront donc fléchés sur une partie des structures d'accession du PPF de la FFN mais pas sur l'ensemble de nos structures. Parallèlement, le PSF s'est vu obtenir le droit d'identifier en tant qu'éligibles des actions sportives pour ces mêmes structures d'accession.

A ce jour, l'identification sur les 2 modalités de financement et la critérisation de nos structures d'accession n'est pas encore établie. La FFN proposera des critères, en s'appuyant sur les IMP et les listes, auprès de l'Agence qui définira quelles seront les structures qui pourront être financées via cette enveloppe nationale. Les structures qui ne seront pas éligibles seront alors accompagnées sur le PSF. Ce travail sera réalisé dans les prochains jours avec l'Agence.

La campagne nationale d'accession (Agence) se fera sur 2 outils : le PSQS et le compte asso ; elle est ouverte depuis le 10 mai et se termine le 12 juin. Elle sera traitée par les CREPS qui feront remonter à l'Agence l'intégralité de l'instruction. La DTN sera alors informée des modalités d'accompagnement de ses structures.

7 Questions diverses

- Evelyne Ciriégi informe que depuis de nombreux mois, le Vice-Président de la Région Île-de-France en charge des Sports a demandé à l'Etat d'autoriser la Région Île-de-France à utiliser les crédits du Programme Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) pour financer un dispositif régional. Celui-ci va permettre aux sportifs de haut niveau de pouvoir concilier pratique sportive et formation professionnelle, d'être indemnisés, de bénéficier d'une prise en charge intégrale de leurs coûts de formation et, à l'issue, de trouver un emploi.
En ce qui concerne la Région Île-de-France, le Préfet Marc Guillaume est prêt à mobiliser 10M€ au titre du PRIC. D'ores et déjà, il a trouvé une solution pour intégrer les sportifs demandeurs d'emploi, ceux engagés dans une formation professionnelle ainsi que les sportifs salariés, ce qui représente près de 450 SHN franciliens.
Ce dispositif a vu le jour en Région Île-de-France, mais doit pouvoir être suivi dans les faits dans les autres régions.
- Patrick Perez rappelle que la première session relative à la formation sur les réseaux sociaux se tiendra lundi soir et que les inscriptions doivent être finalisées ce jour. Il informe par ailleurs que les prochains Championnats de France de Natation à Chartres seront diffusés en clair sur l'Équipe numérique, ainsi que sur BeIN.
- La date du prochain Comité Directeur dédié aux programmes sportifs est fixée au **mercredi 2 juin 2021 à 14h.**

8 Clôture des travaux

Gilles Sézionalie remercie tous les présents pour les échanges et le Département Financier pour le travail réalisé. Il félicite Julien Issoulié et son équipe pour le travail réalisé en amont sur la Haute Performance, ainsi que tous les acteurs pour les démarches engagées par les cercles de compétences.

Clôture des travaux à 17h10.

La secrétaire générale

Dominique CUPILLARD

le Président

Gilles SEZIONALE